



Projection 2030

Déficit et dette, la décennie de plomb

Dans le scénario le plus vraisemblable, en 2030, le déficit serait stabilisé à 4,1% du PIB et la dette atteindrait 126% du PIB. Ce qui n'offrirait aucune marge de manœuvre.



Mécomptes publics, François Ecalte

Le rapport économique annexé au projet de loi de finances pour 2021 présente des prévisions détaillées des comptes publics en 2020 et 2021, ainsi qu'une projection sommaire de ces comptes jusqu'à 2025. Elle conduit à un déficit de 2,9% du PIB et à une dette publique de 117% du PIB en 2025, en supposant à partir de 2024 : une croissance du PIB de 1,4% par an, soit son rythme potentiel estimé avant la crise ; une croissance des dépenses publiques en volume (corrigée de l'inflation) de 0,3% par an.

Hypothèses réalistes sur la croissance du PIB et des dépenses publiques

Si ces taux de croissance du PIB et des dépenses publiques étaient maintenus jusqu'à 2030, sans mesures fiscales nouvelles (comme dans les autres scénarios présentés ci-dessous), les comptes publics seraient équilibrés en 2030 et la dette serait ramenée à 106 % du PIB. Ce scénario est très peu probable car la progression des dépenses n'a été inférieure à 0,4 % qu'une fois au cours des 30 dernières années.

Avec le même scénario économique mais une progression des dépenses égale à la moyenne des années 2012-2019 (1,0 % par an) à partir de 2023, le déficit public serait encore de 3,3 % du PIB en 2030, et la dette atteindrait 122 % du PIB.

“Si ces taux de croissance du PIB et des dépenses publiques étaient maintenus jusqu'à 2030, les comptes publics seraient équilibrés en 2030 et la dette serait ramenée à 106 % du PIB. Ce scénario est très peu probable car la progression des dépenses n'a été inférieure à 0,4 % qu'une fois au cours des 30 dernières années”

Avec des taux de croissance du PIB et des dépenses égaux à 1,4 % par an, le déficit serait stabilisé à 5,2 % du PIB et la dette atteindrait 130 % du PIB en 2030. Si ces taux de croissance étaient maintenus indéfiniment, le déficit resterait à 5,2 % du PIB et la dette tendrait, à un horizon infini, vers 173 % du PIB.

Dans un scénario, qui n'est pas invraisemblable, où la croissance du PIB serait également de 1,4 % mais où celle des dépenses serait de 2,0 %, soit un peu moins que la moyenne des années 1999 à 2008, le déficit serait de 7,9 % du PIB en 2030 et la dette atteindrait 142 % du PIB. Sa hausse n'aurait pas de limite.

Dans un scénario, plus probable que les précédents, où le taux de croissance en volume du PIB serait de 1,0 %, soit moins que son potentiel d'avant-crise, et où celui des dépenses publiques serait également de 1,0 % par an à partir de 2024, le déficit serait stabilisé à 4,1 % du PIB et la dette atteindrait 126 % du PIB en 2030. Si ces taux de croissance étaient maintenus indéfiniment, le déficit resterait à 4,1 % du PIB et la dette tendrait à l'infini vers 164 % du PIB.

Pas plus de marges de manœuvre qu'auparavant

Bien que le taux d'intérêt des nouveaux emprunts soit quasi-nul, la charge d'intérêts de la dette publique est de 35 MdsE (en 2019) car l'État paye encore des intérêts élevés sur de vieux emprunts. Si la BCE garde des taux nuls, cette charge continuera à diminuer et tendra vers zéro même si la dette augmente beaucoup. La croissance annuelle des dépenses primaires (hors intérêt) pourrait alors être supérieure de 0,2 ou 0,3 point à la croissance de l'ensemble des dépenses publiques, ce qui n'offre pas plus de marges de manœuvre que dans les années 2012-2019. Rappelons que, même si la charge d'intérêt est nulle, il faut pouvoir rembourser le capital de la dette.

Le site www.fipeco.fr développe les analyses de François Ecalle

A lire également

[Mécomptes publics - la chronique de François Ecalle](#)